

PAPIER POUR L'ANARCHIE ET
LA DESTRUCTION PASSIONNÉE

PAPIER POUR L'ANARCHIE ET L'ACTION
CONSCIENTE

PAPIER POUR L'ANARCHIE ET
LE DÉCHAINEMENT DES MAUVAISES PASSIONS

ANTI SYSTEMA



EDITO

UNE LUTTE DÉTERMINÉE CONTRE LA DESTRUCTION INDUSTRIELLE DE LA TERRE

LIER LA QUESTION RÉVOLUTIONNAIRE ET LA QUESTION ÉCOLOGIQUE

DANS UN ÉTAU : LE CHANTAGE DU POUVOIR

MÉGAPROJET, « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE » : LOCALISER LES POINTS FAIBLE

TOUTES ET TOUS EN ÉTAT DE GUERRE

Juillet 2024

Edito

La (non-)conscience de l'individu et sa participation plus ou moins volontaire à la société sont le moteur de celle-ci. Les innombrables questions et doutes que quelqu'un se pose à soi-même, au cours de la vie, peuvent être écrasants, et il est difficile d'imaginer se détacher de la raison dominante. L'idéologie du citoyen empêche toute libération. S'éloigner des schémas prescrits par la société autoritaire peut être une question de volonté propre - mais est aussi toujours conditionné par des facteurs externes tels que l'expérience de l'individu d'être exploité, enrégimenté et battu sur sa propre peau. La rébellion contre l'autorité et l'humiliation peut sembler une conclusion logique en pensée et partout - mais ce n'est généralement pas le cas. Car tout système hiérarchique est tissé d'un noyau idéologique. Notre prétendue haute culture devrait être le sommet du développement économique, social, culturel, politique et même écologique. Dans la pratique, cependant, elle semble beaucoup plus susceptible de signifier la destruction de toute vie sur cette planète. Rien n'est plus responsable de la destruction de la terre que le capitalisme industriel, son idéologie du progrès et une humanité obsédée par le progrès dans toute sa complexité, avec tous ses besoins, désirs et illusions entremêlés. Nombre de ces rêves sont aujourd'hui en passe d'être réalisés grâce à la doctrine de la technologie et de la science. Mais sur le chemin d'une « perfection » douteuse, elle laissera une trace de dévastation à long terme. Déchets nucléaires, microplastiques, amiante, cancers et désastres écologiques en sont les conséquences. Le système industriel dominant produit quotidiennement la destruction de la terre et de la vie.

Dans cette méga-machine, il n'y a plus rien de local, tout est global - l'infrastructure et la croyance en l'avenir du système capitaliste tiennent le monde entier sous leur emprise et les structures du système industriel s'étendent à chaque seconde afin de coloniser toute vie sur la planète ainsi que nos corps et nos pensées. Les structures des réseaux de données et d'électricité, les voies de transport des marchandises et des matières premières, les réseaux logistiques, les métropoles, les usines, les prisons et les temples de la technologie sont les pierres angulaires et les veines du système qui transforme de plus en plus notre survie en somnambulisme dans des mondes numériques illusoire et maintient la réalité de l'oppression et

de la colonisation sur cette planète prisonnière d'un jeu de guerres, d'états d'urgence et de catastrophes. Face à cela, il serait hostile à la vie d'alimenter la léthargie des exploités et des exclus pour créer de la culpabilité dans le sens de la politique dominante. Le système ne peut être amélioré, il doit être détruit. Sinon, il ne reste que diverses formes d'autoflagellation morale et d'hypocrisie (capitalisme vert, alimentation soi-disant biologique, etc.).

C'est pourquoi l'anarchie dont nous parlons place le problème de la destruction au centre : la destruction de tout ce qui nous empêche de vivre, qui nous restreint, qui fait obstacle à la liberté, qui nous est imposé, qui nous opprime, qui nous écrase, qui nous réduit, qui veut nous gouverner et nous gérer. La destruction et l'attaque des veines et des pierres angulaires du système dominant ne sont pas seulement de nature physique, mais visent également les relations sociales et les idéologies qui nous entourent. Ainsi, la critique des relations sociales arme nos esprits et la boîte à outils du sabotage arme nos mains - et dans un conflit dispersé, nous nous réunissons avec d'autres individus qui sont tout aussi déterminés à détruire ce qui fait obstacle à leur liberté. Cette constellation de luttes dispersées - parfois seules, parfois en petits groupes, parfois coordonnées ou avec beaucoup d'autres - souligne la nécessité de s'organiser, d'exprimer ses propres idées, de les examiner autant que ses propres relations, d'en discuter et de les mettre en relation avec ses propres perspectives. Car ce qui peut endommager le réseau omniprésent et fragile du système et provoquer des ruptures dans la réalité sociale de l'oppression, ce n'est ni un « contre-pouvoir » centralisé, ni un « débat public critique », ni le réformisme recouvert de rhétorique anarchiste. À l'inverse, de nombreux individus et groupes dispersés qui se rassemblent selon leurs propres désirs et hostilités pour oser des attaques destructrices sur les voies neuronales du système peuvent supprimer la léthargie et la pourriture de la servilité, multiplier les désordres sociaux et perturber la stabilité et la fonctionnalité de l'ordre.

Une proposition libératrice d'auto-responsabilité, de dépassement des relations coercitives, peut donc être le soulèvement violent contre ces relations, afin de proposer et de mettre en œuvre une expression sans ambiguïté d'action offensive contre le système existant.

Traduit depuis la version anglaise de Antisistema. Papier pour l'anarchie et la destruction passionnée, n°0, été 2023

Une lutte déterminée contre la destruction industrielle de la terre

MAÎTRISER LA NATURE

L'homme est extérieur et supérieur à la nature, destiné à la dominer : C'est la vision du monde enseignée par la Bible et le christianisme avec son « *soumettez la terre* ». Un visage scientifique a été donné à cette idéologie par le siècle des Lumières et sa science, qui ont perpétué l'idée que l'homme était naturellement « *propriétaire et maître de la terre* » (Descartes). Cette idée que la terre est là pour être soumise à l'homme était une condition nécessaire à la destruction ultérieure et toujours croissante de la nature, à l'exploitation des matières premières et des animaux, à l'empoisonnement des sols et des mers, aux guerres contre la « nature sauvage » et les « peuples primitifs sauvages », au colonialisme et au génocide. Cette idée que le but ultime est toujours le « progrès » et la « croissance » a réussi à accélérer l'histoire de l'humanité à un degré si bizarre qu'il est aujourd'hui difficile de comprendre l'étendue de la destruction que l'homme a laissée sur la planète. L'idée que l'homme est au-dessus de tous les autres êtres vivants et qu'il est justifié d'exploiter à fond tous les autres éléments de la planète nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui : Au milieu d'une catastrophe naturelle et climatique qui va secouer, changer et rendre la survie sur Terre impossible pour beaucoup.

LE SYSTÈME DE DESTRUCTION

Le capitalisme industriel a colonisé l'ensemble du globe et constitue la toile qui encercle et emprisonne la planète entière : Il n'y a plus de problèmes locaux - chaque produit sur le marché relie des personnes dans différentes parties du monde et à différents endroits de la chaîne de production, chaque T-shirt est lié à l'accaparement des terres et à la destruction des forêts tropicales, au pouvoir de l'agro-industrie et à l'impact des engrais, des pesticides et autres produits chimiques sur les rivières et les nappes phréatiques, à l'effondrement des populations d'insectes, aux réseaux mondiaux d'exploitation et d'ateliers clandestins, aux bidonvilles sans fin, aux enfants et aux jeunes qui ruinent leur santé en travaillant à la pièce dans des usines dangereuses, aux bureaux avec vue panoramique et comptes en banque

suisses, aux porte-conteneurs alimentés au fioul lourd, aux centres commerciaux et aux décharges sans fin où finissent 80 % des produits de la fast fashion. Chaque pièce de tissu fait partie d'un réseau mondial de profit et d'exploitation, de déforestation et de destruction. La quête constante de croissance du capitalisme, qui double sa production économique tous les 25 ans environ, nous a conduits à ce point : d'une part, la consommation de matières premières du capitalisme est devenue si importante qu'elle ne peut plus être satisfaite, et d'autre part, la destruction et la pollution qui en résultent sont si dévastatrices que nous sommes au cœur d'une catastrophe dans laquelle le système industriel menace de détruire tous les fondements de la vie à long terme.

L'ATTAQUE DU CAPITALISME VERT

Confronté à sa propre destruction dévastatrice de la nature, le même capitalisme prend un virage « vert » - une réponse cynique et bizarre à la dévastation en cours. Il s'habille d'un déguisement anxigène, se disant « neutre en matière de climat et de CO2 », tout en maintenant le même progrès industriel et la même croissance. Une nouvelle crise du capitalisme et la même vieille solution capitaliste : la croissance économique et l'innovation technologique. Cette fois, il s'agit aussi d'exploiter de nouvelles sources d'énergie, de développer de nouvelles infrastructures, de recruter de nouveaux produits et d'ouvrir de nouveaux marchés - sauf que cette fois, tout est électronique, numérique, « durable », « vert » et « neutre pour le climat ». Mais le capitalisme vert et ses innovations et infrastructures ne font que poursuivre l'exploitation permanente de la nature : nouvelles mines toxiques et accaparement des terres des peuples indigènes, développement de nouvelles sources d'énergie au détriment de la nature et des populations, pipelines dans tous les sens, décharges de déchets toxiques... De même, le capitalisme des voitures électriques et des écocertificats ne laisse derrière lui que des zones déboisées, des sols épuisés, des mers surexploitées, des animaux disparus, des habitats détruits, l'appauvrissement, la misère et la guerre.

ANCIENS MODÈLES - NOUVELLES INFRASTRUCTURES

À l'heure actuelle, par exemple, l'Europe développe massivement ses infrastructures dans les domaines de l'hydrogène, du gaz, de l'exploitation minière et de l'énergie éolienne : L'hydrogène doit provenir des terri-

toires contestés des Mapuches en Argentine et au Chili, de Norvège, où il est produit à partir de gaz naturel toxique, et enfin de certains pays africains, comme la Namibie, ancienne colonie allemande, qui fournira bientôt de l'hydrogène « vert » à grande échelle. De nouveaux pipelines sont en cours de construction pour l'infrastructure de l'hydrogène dans la mer du Nord et entre l'Espagne et la France. Il est également prévu de forer pour extraire du gaz en mer du Nord - et l'Allemagne veut produire du gaz dans l'Atlantique au large du Sénégal, ce contre quoi la population locale proteste en raison de la destruction de la nature et du manque de poissons. Dans le même temps, grâce aux terminaux GNL de la mer du Nord, qui ont été achevés à la vitesse de l'éclair, il y a des livraisons massives de gaz fracturé en provenance des États-Unis - les protestations des habitants de l'île de Rügen contre les horribles terminaux et le nouveau gazoduc GNL, ainsi que les voix qui mettent en garde contre l'extinction imminente du marsouin commun, ont été unanimement ignorées pendant la construction. Enfin, 13 000 nouvelles éoliennes doivent être construites en Allemagne, couvrant deux pour cent de la superficie totale du pays. Au total, 1,8 million de tonnes de cuivre (du Pérou et du Chili), 95 millions de tonnes de ciment et 30 millions de tonnes d'acier seront utilisés pour construire ces éoliennes, ainsi que du minerai de fer (du Brésil), de l'argent (du Mexique et de l'Argentine), de la bauxite (de la Guinée) et des terres rares (de la Chine). En outre, plusieurs parcs éoliens offshore doivent être construits en mer du Nord, dont l'infrastructure constituera une nouvelle « autoroute de l'électricité » européenne. L'UE a également d'autres projets fous, tels que la transformation d'une vaste zone du nord de la Suède (sur le territoire du peuple autochtone Sami, qui se bat également contre d'immenses parcs éoliens en Norvège appartenant également à des entreprises allemandes et suisses) en la plus grande mine de terres rares... ou l'ouverture de plusieurs mines de lithium en France et au Portugal, ou l'extraction de lithium du Rhin...

Dans le même temps, l'absurdité du capitalisme vert est révélée par des propositions telles que le déversement de déchets de CO2 concentrés et hautement toxiques dans la mer du Nord (Habeck), ou la poursuite de l'exploitation de centrales nucléaires afin de réduire les émissions, ou la construction de nouvelles centrales (Thunberg). Pour satisfaire la faim d'énergie du capitalisme vert, le réseau de destruction est constamment étendu - et que le capitalisme se dise vert ou non, il est toujours basé sur l'extractivisme, le colonialisme et l'exploitation, sur les mines, les usines, les temples de la consommation et l'armement technologico-militaire.

TOUT AUTREMENT !

Nous proposons de rompre avec l'idéologie religio-scientifique dominante, qui ne cesse de trouver de nouvelles justifications et pseudo-solutions à la domination et à la destruction de la nature. Il est temps de rompre avec toute la tradition chrétienne de colonisation et de génocide, et de jeter aux oubliettes de l'histoire l'idée que ce système industriel nous apporterait le progrès et le bonheur. En moins de cinq générations, le capitalisme industriel a réussi à menacer la survie même du monde humain et animal. En un siècle, la technologie et les idéologies de progrès des différentes tendances politiques nous ont apporté l'électrification, l'urbanisation, les armes de destruction massive, le meurtre industriel de masse, les bombes atomiques, l'internet, les téléphones intelligents, les ordinateurs quantiques et l'édition de gènes. Ce vers quoi nous nous dirigeons n'est pas une catastrophe naturelle, mais une catastrophe sociale - un système social qui détruit tous les fondements de la vie par le biais d'un système industriel mondial. Cette catastrophe se produit à chaque instant : 30 acres de forêt tropicale sont abattues chaque minute, tandis qu'un million de tonnes de glace du Groenland fond. Dans le même temps, les besoins énergétiques de l'économie augmentent. Et les caisses des actionnaires sonnent à chaque seconde. Ce désastre social, cette économie de la destruction, a des profiteurs et des responsables clairs - elle se fait au détriment des pauvres et des marginaux - tandis que l'industrie agroalimentaire et de la viande, qui détruit la forêt tropicale, l'industrie pétrolière et chimique, qui empoisonne les océans et les sols, Bayer-Monsanto, qui est responsable de 60 % des décès d'insectes avec ses pesticides, l'industrie technologique et automobile, les géants de l'énergie et les compagnies énergétiques, les compagnies minières, les industriels et les banques, et bien d'autres encore, continuent d'engranger d'énormes bénéfices...

Nous ne sommes pas des apocalyptiques qui, face à une catastrophe imminente, espèrent un nouveau royaume des cieux. En fait, nous sommes plutôt désespérés. Mais le désespoir peut aussi nous rendre déterminés. Nous sommes aussi inspirés par les initiatives et les luttes qui naissent partout pour résister à l'avancée de la destruction. Nous pensons à Lützerath et à la diversité des actions qui se sont rejointes dans le refus de la mine monstrueuse. Nous pensons à toutes les attaques enflammées en solidarité avec cette lutte. Nous pensons à la nouvelle génération d'activistes climatiques, dont le réformisme nous semble parfois naïf, mais que nous admi-

rons pour leur détermination. Nous entendons et lisons des articles sur les autochtones Wet'suwet'en de Colombie-Britannique, qui luttent depuis des générations contre les projets d'infrastructure de l'État colonial et pour empêcher la construction de gazoducs, ainsi que sur les communautés rebelles mapuches du sud du Chili et de l'Argentine, qui luttent depuis des siècles pour leur autonomie et contre les parcs d'éoliennes et d'hydrogène des colonialistes. On pense aussi aux centaines d'attaques d'antennes et de câbles de fibre optique en France, qui entravent l'expansion constante du réseau technologique, et à la riche expérience des luttes passées contre l'industrie nucléaire, dans lesquelles diverses formes de désobéissance, de solidarité et de sabotage se sont complétées les unes les autres. C'est tout cela, et bien plus encore, qui nous vient à l'esprit lorsque nous affirmons que nous sommes plus déterminés que jamais à mettre un terme à cette industrie capitaliste mondiale qui n'apporte que souffrance et destruction. Et cela avec des moyens autodéterminés, offensifs et créatifs, dont la variété est illimitée - comme le sont les luttes possibles contre le système industriel de destruction.

De même que nous rejetons l'idée d'une soumission totale de la nature, nous ne disposons pas d'un concept global sur la manière dont tout devrait être différent. Le problème réside peut-être aussi dans la recherche de solutions et d'idéologies individuelles et dans leur mise sur le trône, au lieu de créer des milliers et des milliers de solutions indépendantes et autodéterminées, côte à côte, qui peuvent s'apprécier mutuellement et communiquer librement, au lieu de se faire la guerre, de s'assujettir et de s'exploiter mutuellement.

*Pour un monde où nous vivons en harmonie et en harmonie avec la nature.
Arrêtons l'industrie de la destruction.*

*Traduit depuis la version anglaise de Antisistema. Papier pour l'anarchie
et la destruction passionnée, n°0, été 2023*

Lier la question de la révolution sociale avec la question écologique

Dimanche soir, le 11 décembre, quelque part en France : Quelque part en France ? Non, pas n'importe où, quelque part entre Paris et Fessenheim. Là, plusieurs personnes ont grimpé au sommet d'un pylône électrique de 400 000 volts. Ils ne sont pas venus pour admirer la vue, non, ils ont une intention claire : ils veulent « *poursuivre les luttes pour lesquelles nos compas sont derrière les barreaux* », parce que c'est « *la forme la plus passionnée de solidarité révolutionnaire* ». Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement, ils ont entrepris de dévisser les boulons qui maintenaient le colosse en place. « *Le pylône est toujours debout, mais sa statique est clairement compromise. Que notre colère révolutionnaire agisse en alliance avec la nature, et qu'une tempête hivernale fasse le reste !* » La ligne électrique en question alimente en électricité le projet industriel CIGÉO. CIGÉO ? Centre industriel de stockage géologique pour les déchets HA et MA-VL, en anglais : dépôt géologique réversible de déchets radioactifs dans les départements de la Meuse et de la Haute-Marne. À Bure. À partir de 2025, les déchets nucléaires y seront stockés dans un système de galeries d'une superficie de 30 kilomètres carrés. Ils y resteront pendant les 100 000 prochaines années. Jusqu'à présent, la France ne dispose que de deux sites pour le stockage des déchets faiblement et moyennement radioactifs ; le reste des déchets contaminés provenant des 56 centrales nucléaires françaises est stocké à l'usine de retraitement de La Hague. Juste à côté du dépôt de Bure, RTE, le gestionnaire du réseau, prévoit un poste de transformation de la taille de 20 terrains de football pour satisfaire la « *faim d'énergie du monstre nucléaire* ». Très bien, passons au sabotage. En solidarité avec qui ? Avec Alfredo Cospito, qui a entamé une grève de la faim jusqu'au 19.04.2023. Écoutons les saboteurs eux-mêmes : « *Alfredo a toujours su lier la question de la révolution sociale à celle de l'écologie et, par ses paroles et ses actes, mettre en relation le pillage écocide de notre planète avec la lutte contre les pouvoirs dominants, l'exploitation et l'oppression. Dans sa déclaration sur le tir dans le genou du dirigeant italien de l'industrie nucléaire Roberto Adinolfi (ansaldo nucleare) et plus tard dans différentes déclarations du procès dans l'affaire scripta manenta, il a décrit la nécessité d'ancrer une perspective révolutionnaire dans le mouvement anti-nucléaire. Dans une précieuse contribution au débat, il s'est également exprimé en 2018 sur la lutte contre le projet CIGÉO d'enfouissement des déchets nucléaires dans le village fran-*

çais de Bure, en Meuse. Se référant à l'idée de diversité des tactiques qui y est pratiquée, il y suggère une intensification des formes de lutte choisies ».

Ah, une intensification des formes de lutte... Une semaine plus tard, un autre monstre industriel a été confronté à une intensification de la lutte. Mais commençons par le commencement : le 18 décembre, le calme de l'Avent pré-Noël dans le sud de la France est brusquement interrompu : à quatre heures du matin, un ou plusieurs auteurs ont mis le feu à deux pylônes électriques à haute tension dans la région de Marseille. Les deux pylônes n'étaient distants que de quelques mètres. Que s'est-il passé ? L'un des incendies a provoqué une brève interruption de l'alimentation électrique des communes environnantes. Mais l'autre a coupé l'alimentation d'une partie de l'aéroport de Marseille-Marignane, selon RTE, le gestionnaire du réseau, obligeant les secours à prendre le relais. Une source policière a déclaré : « *Deux pylônes de lignes à haute tension Enedis ont été incendiés à l'angle du blvd Marcel Pagnol et de la départementale D9 à Vitrolles (13), ce lundi, indique une source policière à Valeurs actuelles. Le premier dessert l'aéroport Marseille-Provence et la société Airbus Helicopters.* ». Autrement dit, un aéroport et une entreprise qui fabrique des hélicoptères pour l'armée et la police. Deux industries très gourmandes en énergie... Peut-être une autre tentative de « *lier la question de la révolution sociale à celle de l'écologie et, par ses paroles et ses actes, mettre en relation le pillage écocide de notre planète avec la lutte contre les pouvoirs dominants, l'exploitation et l'oppression.* ». Mais ce n'était pas assez : deux jours plus tard, le gestionnaire de réseau français RTE a signalé d'autres actes de sabotage. Toujours entre le 17 et le 18 décembre, un pylône électrique situé dans la ville de Saint-Just-et-Vacquières, près de Alès, également dans le sud de la France, a été scié – « *heureusement qu'il n'est pas tombé, sinon les conséquences auraient été très importantes, car le pylône de cette ligne électrique à très haute tension aurait chuté sur un pylône voisin et aurait pu avoir un effet cascade* », selon le procureur de la République. L'adjoint au maire partage cet avis : « *Je suis très inquiet de voir cette radicalité exercée contre des intérêts vitaux, à la fois industriels bien sûr mais pas seulement. Si les individus qui ont perpétré ces actes savaient ce qu'on fait à Salindres, ils verraient que ce sont des catalyseurs qui permettent de désimpacter l'environnement* ». À Salindres ? Oh, alors les médias et le maire savent bien que « *La cible visée était le site chimique de Salindres à une dizaine de kilomètres* ». Que se passe-t-il à Salindres ? Le parc chimique abrite Arkema, une entreprise fondée par le géant pétrolier Total Oil y produit des produits pétrochimiques comme le PVC. L'affirmation du député-maire selon laquelle « *l'environnement on le*

protégera tous ensemble, et pas les uns contre les autres » face à ce géant du pétrole et du plastique semble diviser l'opinion. Les médias estiment qu'il s'agit d'un acte de « militants écologistes »... Intéressant, mais lisons la revendication elle-même : « *Nous avons saboté le pylone 225.000Volts sur la ligne principale qui approvisionne en électricité le pole chimico-industriel de Salindres (entreprise Arkema et d'autres). Méthode : 1) Scier les traverses. Note : Ce sont les barreaux qui relient les pieds entre-eux. 2) Scier avec des coupes obliques sur les deux pieds dans la direction de la chute. Note : Le pylone doit chuter perpendiculairement aux cables. 3) Scier avec des coupes droites toujours sur les mêmes pieds une trentaine de centimètres au dessus des coupes précédentes. Note : Scier bien jusqu'au bout pour avoir un morceau entièrement détachable. 4) Percuter les morceaux sciés encore maintenu en place par la gravité du pylone avec un bélier. Note : un petit tronc d'arbre pourra être utilisé 5) Pendant que le pylone chute s'éloigner par de petits pas dans la direction opposée. Note : des scies à métaux et de l'huile suffisent pour réaliser cette action. Attaquons-nous aux entreprises qui empoisonnent la terre ! (...)* Force aux individus en lutte en France, en Allemagne et ailleurs.

Si les cibles sont trop bien protégées, s'attaquer aux flux permet de couper en amont en se mettant moins en danger. Passons à l'offensive ! (...) » Encore un pylône électrique saboté, et encore un appel à l'offensive face à la destruction de la terre....

Mais prenons un peu de recul. Qu'a dit exactement l'anarchiste italien Alfredo Cospito, emprisonné pendant dix ans, à propos des soi-disant luttes environnementales dans sa contribution à une rencontre à Bure ?

« Je commence par me présenter, il y a 8 ans j'ai tiré dans les jambes du PDG d'Ansaldo nucléaire, concepteur et constructeur de centrales nucléaires. Il est bon de savoir que l'Italie, même si elle n'a pas de centrales nucléaires, les exporte en toute tranquillité vers des pays comme la Roumanie, la Croatie, l'Albanie... L'objectif de cette action était de revitaliser le mouvement antinucléaire en Italie, en donnant une accélération agressive à la lutte contre le système techno-industriel. Par une action « retentissante », nous voulions montrer que les anarchistes pouvaient frapper dans la « chaire vivante » l'un des principaux responsables de la relance de l'énergie nucléaire dans « notre » pays. Pour une fois, nous ne nous sommes pas « limités » à la seule action destructrice contre les choses, mais nous avons pris une autre direction en frappant directement les responsables de la destruction de « notre » planète.

Nous avons revendiqué cette action avec l'acronyme « Nucleo Olga (FAI-FRI)

Nous voulions rendre les différentes perspectives évidentes dans leur faisabilité et stimuler une plus grande ouverture aux différentes formes et pratiques de l'action écologique anarchiste. Refuser le tabou selon lequel seules les actions contre les choses pourraient avoir une justification. Remettre en cause la conviction absurde de l'inviolabilité absolue de la vie humaine, même celle de ceux qui, au nom de la science du progrès, font des massacres. L'objectif n'a été que marginalement atteint (même s'il a fait réfléchir de nombreux-ses compagnon-nes) parce que la pratique de l'action « multiforme » n'a pas encore été pleinement comprise (du moins ici en Italie) et d'autant moins pratiquée dans toute sa potentialité et que de nombreux préjugés subsistent encore. Beaucoup de gens voient (aujourd'hui encore) une opposition entre des actions revendicatives et des actions non revendicative, entre des barrages « pacifiques » et des affrontements de rue, entre des attaques contre des personnes et des attaques contre des choses, entre l'utilisation d'acronymes persistants pour donner une continuité (comme FAI-FRI) et d'acronymes temporaires... Peu de gens se rendent compte que toutes ces pratiques ont leur propre raison, leur propre but spécifique et ne sont pas nécessairement en conflit les unes avec les autres. Et dans certaines situations (comme à Bure), si elles sont pratiquées sans préjugés, elles se complètent et deviennent réellement efficaces, dévastatrices et désorientent le pouvoir. Ceci, bien sûr, si on ne crie pas à l'«excommunication » lorsqu'une action va plus loin, frappant plus fort. Ce sont toutes des pratiques qui, si elles se poursuivent en parallèle, sans se contredire et sans s'opposer les unes aux autres, peuvent faire la différence, atteindre l'objectif. L'absence de l'une de ces pratiques affaiblit la force de toutes. L'important est qu'elles contiennent le rejet de toute contamination institutionnelle, sinon cela devient une acceptation du système, seulement des palliatifs contre-productifs. Une lutte spécifique sur un territoire circonscrit comme celui de « Bure » peut être renforcée non seulement par des actions dans le reste du pays mais plus loin encore. Il suffit de penser à cette sorte d'« internationale noire » qui, sans avoir besoin d'une organisation centralisatrice, a prouvé à maintes reprises qu'elle avait la force de soutenir « nos » luttes de l'extérieur (des quatre coins du monde)

Je ne me lasserai jamais de le dire, au risque de devenir répétitif, nous les anarchistes, nous avons une arme puissante d'une efficacité extraordinaire dans sa simplicité : le « groupe affinitaire ». Des compas lié-es par une profonde affection et confiance qui décident de passer à l'action, de frapper et

de rentrer sain et sauf, puis de frapper à nouveau. Le « groupe affinitaire » lorsqu'il se fait « groupe d'action » trouve son sens le plus fort dans l'action illégale, destructrice et risquée. Ces groupes ne dépendent pas des assemblées plénières, ils sont autre chose, ils n'ont rien à voir avec l'organisation, ils vivent de gestes libérateurs, destructeurs et peuvent devenir vraiment dangereux pour le système. Surtout lorsqu'elles n'incluent pas le mépris ou la supériorité envers les gens et leurs assemblées de lutte. Lorsque l'action individuelle ou de petits groupes n'est pas antagoniste à la lutte « populaire », elle la renforce, elle la pousse plus loin. L'action violente et armée n'est qu'une partie (importante) de la vie d'un-e anarchiste, et il n'y a rien de contradictoire à se retrouver après avoir agi aux côtés des « gens » dans une assemblée pour avoir son mot à dire, ou sur une barricade ou un blocage routier, la seule chose à éviter a priori c'est le dialogue avec le pouvoir, avec les institutions. (...)

Il est clair pour tous qu'il s'agit d'une lutte pour la survie non seulement de notre espèce, mais de la vie même de « notre » planète, la nature risquant jour après jour d'être « monstrieuse ». La science et la technologie nucléaires bouleversent l'ordre chaotique de la nature depuis ses fondements. Nous n'avons pas beaucoup de temps et si nous voulons vraiment changer les choses et inverser ce processus autodestructeur. Nous ne devons pas, et surtout, nous ne pouvons plus fixer de limites à l'action, nous devons surmonter les craintes et abandonner les scrupules et foncer. »

Peut-être que les trois attaques mentionnées ci-dessus sont des exemples de ce que le compagnon enterré vivant dans les cachots italiens veut dire lorsqu'il parle d'actions de lutte qui vont plus loin et qui frappent plus fort. Ou peut-être s'agit-il simplement de nouvelles tentatives de couper les artères du système industriel qui sont partout, l'approvisionnement en énergie, en données et en marchandises.

En tout état de cause, les objectifs soulevés constituent des pierres angulaires intéressantes lorsqu'il s'agit de « *lier la question de la révolution sociale à la question de l'écologie* » : l'industrie nucléaire, l'industrie militaire et aéronautique et l'industrie (pétrolière et) chimique. Toutes trois sont sans aucun doute des industries qui illustrent non seulement la gigantesque soif d'énergie du système industriel, mais aussi les destructions, l'empoisonnement et la peste qu'ils provoquent sur la planète.

Mais changeons de sujet un instant : en Allemagne, un mouvement dit « climatique » semble prendre de l'ampleur. Le village expulsé de Lützerath est récemment devenu un point central de la lutte contre la monstruosité destructrice de l'industrie du charbon. Même au milieu de cette lutte, de nombreuses personnes semblent s'être rassemblées dans une confiance commune pour faire grève et aller de l'avant : attaques contre des policiers et leurs voitures autour de Lützerath, sabotage du chemin de fer charbonnier de RWE, blocages des voies d'accès et occupations de machines, vitres brisées des bureaux du parti dans plusieurs villes, voitures Siemens et camions Strabag incendiés, manifestations de solidarité, vitres brisées et flotte de camions Amazon en feu. Toutes ces actions se rejoignent dans une lutte commune, unie par une diversité commune de formes d'action et en même temps un rejet clair des institutions du pouvoir. Sans assemblée, sans organisation centrale, sans attaché de presse, une lutte prend d'autant plus de force et d'élan qu'elle devient un terrain d'expérimentation pour ceux qui, à partir d'elle, nouent des relations singulières et décident d'attaquer librement et sauvagement, de la manière qu'ils choisissent. La vitalité d'une lutte se caractérise par la diversité de ses formes d'action et la solidarité commune entre elles.

Une lutte contre l'industrie du charbon, mais pas seulement, une lutte contre la destruction industrielle de la planète... Quelles sont les prochaines étapes possibles ? Nous verrons...

Traduit depuis la version anglaise de Antisistema. Papier pour l'anarchie et la destruction passionnée, n°0, été 2023

Dans un étau : le chantage du pouvoir

Si vous parlez d'une vie sans domination, on ne vous dit plus seulement que vous n'êtes pas réalistes et que vous ne connaissez pas le monde ; nombreux sont ceux qui vous disent qu'il est trop tard pour cela : la destruction de la terre est trop dévastatrice, l'effondrement de l'écosystème ne peut plus être arrêté et l'humanité civilisée a de toute façon perdu toute capacité à vivre en autonomie et en liberté. C'est pourquoi il est impératif de freiner la destruction de la nature.

Ce n'est donc plus la corruption et la séduction omniprésentes de la consommation de marchandises, l'assouvissement des petits et grands luxes accessibles à (« malheureusement » seulement presque) tout le monde dans les centres commerciaux, qui nous réconcilie avec le cours apparemment inévitable des événements. L'hédonisme est remplacé par le chantage : il n'y a pas d'autre moyen, parce que tout le reste ne serait que pire. La gestion étatique des catastrophes bat son plein, alors, avec les discours catastrophistes qui résonnent sur toutes les chaînes, qui donc ne se préoccupe pas de limiter le changement climatique et d'éviter l'apocalypse totale, de manière pragmatique et en tenant compte de toutes les expertises scientifiques ? Qui donc n'est pas effrayé à la vue des mers de flammes qui s'embrasent au sud et qui donc, dans l'instant qui suit, n'espère pas l'effet apaisant des énergies renouvelables et peut-être aussi de la géo-ingénierie ? Car si les choses continuent ainsi... l'utopie d'un autre monde est de toute façon impossible... et donc, si l'on veut éviter la grande apocalypse, il faut pragmatiquement suivre la voie du moindre mal... et soutenir la gestion la moins nocive de la catastrophe en cours. Mais suivre la sagesse des experts, c'est utiliser la même boîte à outils que celle qui a créé le problème. Ils continuent donc à présenter une partie du problème (les nouvelles technologies et l'extractivisme) comme la solution au grand problème (la destruction industrielle de la terre).

D'autre part, il ne reste que le blasphème : car celui qui remet en cause les fondements et la pérennité de ces technologies et du système industriel dans son ensemble, qui est la cause de la destruction de la nature qui nous entoure, devient non seulement un hérétique et un sceptique de notre « prospérité » actuelle, mais aussi un apocalyptique... car qu'est-ce qui fonc-

tionnerait encore dans ce monde sans réseau électrique central, sans mines extractivistes et sans technologie de pointe ?

En l'espace de quelques générations seulement, depuis le début de la révolution industrielle, ce système industriel à l'échelle mondiale et la destruction écocide qu'il a engendrée ont rendu la survie sur cette planète tout à fait discutable pour les générations futures. Ce système industriel consiste en un réseau mondial de domination en constante expansion, basé sur le transport de données, de biens et de personnes partout et sans relâche. L'étrange situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, c'est qu'une perturbation de ce réseau de domination est désormais largement présentée comme une menace pour la vie. Un embouteillage signifie que les services d'urgence risquent de ne pas pouvoir se précipiter sur les lieux et une connexion de téléphonie mobile coupée signifie qu'ils risquent de ne pas pouvoir être joints du tout. Alors qu'une perturbation de l'internet peut (encore) être présentée à quelques personnes comme un danger de mort pour le grand public (« ... et si cela affecte la police ? Et les pompiers ? Et l'hôpital ? »), dans la conscience de la société actuelle le réseau électrique est devenu synonyme de vie. La panne de courant devient synonyme d'effondrement de l'ordre social actuel. Sans électricité, pas de réfrigération dans les supermarchés - en même temps, des morts en série dans les unités de soins intensifs et les maisons de retraite, pas d'eau au robinet et le chaos et le pillage dans les rues. En parallèle, l'électricité est le sang dans les artères du système industriel. Lorsque le réseau électrique est interrompu, les rouages de la destruction industrielle s'arrêtent. Cette ambivalence est le chantage de la civilisation actuelle : soit vous maintenez le réseau de domination, soit le désastre menace.

Et il faut se rendre à l'évidence : il n'y a aucun moyen de se libérer de cette emprise extorquée - sauf par la force. L'interruption des voies nerveuses centrales de la domination est l'oxygène essentiel de tout moment insurrectionnel. Il y a un siècle, le télégraphe et les lignes de chemin de fer attiraient l'attention des insurgés ; aujourd'hui, ce rôle est joué par l'ensemble du réseau de télécommunications et d'énergie. Ce réseau central est l'épine dorsale de l'État et, dans les moments d'agitation, la nature militaire de ce réseau devient évidente. S'il fonctionne sans restriction, la répression policière et militaire d'une émeute est un jeu d'enfant. Mais la simple défaillance de l'éclairage public peut faire de la répression d'une émeute un cauchemar pour la police. Cette urgence de l'attaque des infrastructures

dans les moments d'agitation est une première chose.

L'autre aspect est la projection dans l'avenir, la question de la suite. Et il est peut-être vrai que les soulèvements de l'avenir auront davantage un effet de catastrophe, de raz-de-marée qui laissera derrière lui une tabula rasa inimaginable, plutôt qu'un nouvel ordre. Mais les nouveaux (anciens) ordres « révolutionnaires » se sont trop souvent révélés être nos ennemis les plus acharnés et leurs dirigeants et esclaves « révolutionnaires » nos persécuteurs les plus sanglants. Peut-être pouvons-nous aussi retenir du pessimisme des soulèvements au milieu de la catastrophe qui nous entoure que leur absence d'espoir et leur utopie non prétendue ne risquent pas d'aider le prochain espoir naïf d'une utopie autoritaire à prendre le pouvoir. Le chaos et la perturbation d'un soulèvement ont toujours été assimilés à une catastrophe - pourquoi pas après tout, puisque catastrophe, dans son mot d'origine, signifie non seulement « grand malheur » mais aussi « effondrement » et « tournant décisif des événements » menant à la « chute du héros » ? C'est peut-être là le nœud du problème : les héros (hērōs - en grec : demi-dieu) de la civilisation qui nous entoure sont incontestablement la technologie et la science, demi-dieux qui nous promettent prospérité, bonheur et santé. Mais il ne fait aucun doute que tout bouleversement radical de la domination perturbera l'infrastructure du système industriel et remettra ainsi en question leur divinité.

Et les fera-t-il tomber ? Il ne fait aucun doute que l'ordre mondial industriel a fait de la terre un endroit en partie inhabitable. Nous vivons dans des environnements hostiles, nous buvons de l'eau dans des bouteilles en plastique et nous gobons des pilules pour être en bonne santé. La survie de milliards de personnes dans des silos d'habitation au sein de métropoles de millions d'habitants n'est possible que grâce à cette technologie semi-divine. Mais qu'en découle-t-il ? Que nous sommes trop effrayés par les conséquences d'un bouleversement radical ou trop peu créatifs pour imaginer un monde différent ? Que nous sommes trop éloignés de la nature et de la terre et que nous n'aspérons pas à survivre loin des supermarchés et des congélateurs ? Ou que nous voulons une solution ou un plan qui nous explique point par point comment fonctionne une vie désindustrialisée en liberté sur une planète détruite par l'industrie ?

Dans ce dernier cas, nous tomberons dans les bras des capitalistes de la décroissance prônant le minimalisme et les critiques de la consommation,

qui sont suffisamment pessimistes pour se préparer à un scénario catastrophique tout en essayant de garantir, même dans ce scénario, que ce sont toujours les mêmes personnes (c'est-à-dire eux-mêmes) qui sont aux commandes dans un monde frappé par la catastrophe. Si, d'un autre côté, nous comprenons l'anarchie comme une tension conflictuelle vers la liberté, cela ne peut que signifier pour nous que la question de savoir comment survivre à l'avenir est aussi une question sociale ouverte : car si la nourriture manque, il faut l'organiser, la cultiver, la chasser, la piller ou se la procurer. Et il n'y a pas une solution unique ; c'est un problème social qui peut être simultanément résolu par des milliers et des milliers de façons différentes. Et penser que nous devons établir une solution à l'avance en dit long sur notre aliénation et notre colonisation intérieure. Car c'est vrai, philosopher sur l'autonomie alors qu'on ne s'est jamais nourri les uns les autres, c'est un état d'aliénation. Nos compétences, nos savoirs, notre rapport à la terre ont été détruits, cela fait partie de la colonisation, et parler de révolte au sein de la catastrophe industrielle, c'est aussi essayer de dépasser cette aliénation et cette dépossession, au moins en partie. Cela s'applique également à d'autres domaines tels que les soins de santé. Pour éviter qu'une telle tentative ne rejoigne les rangs des utopies autoritaires, nous nous concentrons sur deux points : l'autonomie et la décentralisation. Ces deux points sont interdépendants. L'autonomie, parce qu'il est important de répondre à des besoins tels que l'alimentation et la santé de manière auto-organisée et directe, d'y répondre ou de se coordonner avec d'autres en première personne pour le faire. La décentralisation, dans la mesure où les approches d'une personne ne sont pas généralisées ou imposées à d'autres personnes qu'elle-même. Ainsi, l'indépendance et l'auto-organisation que l'on peut déjà expérimenter en petits et grands groupes sont également au cœur de l'autonomie et de la décentralisation, ce qui implique nécessairement une vie libre de toute imposition et colonisation.

Cette façon de penser et d'agir est en fin de compte une certaine mentalité d'autonomie qui ne place aucun espoir dans une autorité supérieure et compte sur elle pour la protéger et y pourvoir.

Cette mentalité est une appropriation et une pratique de l'auto-organisation autonome, également à des fins de violence. L'État, en tant que monopole institutionnel de la violence, nous a toujours privés de toute possibilité et capacité d'auto-organisation. Et de même qu'aujourd'hui le réseau d'énergie et de télécommunications géré par l'État est considéré comme

le sauveur, le fournisseur et le protecteur de nous tous, dont nous sommes finalement rendus si dépendants que nous sommes finalement soumis à un chantage pour le maintenir, de même les autorités seigneuriales, militaires ou religieuses du monopole de la violence ont toujours été considérées comme des protecteurs contre toutes sortes de maux hostiles : l'armée impériale protégeait contre l'invasion des barbares ou la guerre des armées ennemies et les prières du prêtre protégeaient contre la punition de Dieu. À cela s'oppose une mentalité d'autonomie et de rupture collective avec la structure de domination : même à partir d'un état d'aliénation et de dépossession - se rassembler, attaquer, mais aussi être équipé pour une vie autonome... peut-être avons-nous beaucoup à apprendre des marrons et des quilombos qui ont fui après les violents soulèvements d'esclaves en Amérique du Nord et du Sud et ont vécu une vie autonome en lutte constante contre la société esclavagiste... Une prolifération et une intensification de l'autonomie et de la décentralisation dans le cadre d'un conflit social peuvent donc aussi nous équiper pour divers moments peut-être inimaginables et nous permettre, à nous et aux autres, d'ouvrir des fenêtres et des fractures vers une révolte plus large et une liberté inconnue.

Traduit depuis la version anglaise de Antisistema. Papier pour l'anarchie et l'action consciente, n°1, automne 2023

Mégaprojet, « transition énergétique » : localiser les points faibles

+++ Sabotage : quelques trous percés dans les gazoducs GNL tout juste achevés à Brunsbüttel +++ Camion incendié dans la mine de Welzow +++ Usine de béton en feu à Berlin, les employés sont temporairement mis à pied +++ Des dizaines de personnes sabotent la gravière de Langen près de Francfort +++ Un incendie près de Munich détruit une gravière ainsi qu'un hangar, un bâtiment voisin et plusieurs convoyeurs. +++

Il semblerait que les actes de sabotage dans la lutte contre la destruction de la nature sont en train de se répandre. Du moins, de plus en plus de cercles discutent ouvertement de la question de savoir si les anciennes formes de protestation n'ont pas fait leur temps, puisqu'elles n'ont manifestement aucun effet et que l'on ne récolte que des inculpations et des amendes. Un sentiment d'urgence se fait sentir dans de plus en plus de débats et certains s'étonnent que, face à l'absence de perspectives de changement dans le cours destructeur des choses, de plus en plus de personnes recourent à des moyens plus conséquents. Alors que la grande majorité des groupes environnementaux et climatiques s'efforcent d'attirer l'attention de l'opinion publique et de faire ainsi pression sur la politique, que ce soit par des moyens légaux ou illégaux, une autre option d'action s'impose pour beaucoup, compte tenu de l'urgence de la situation actuelle : le sabotage, l'idée d'interrompre le cours des choses et de créer des perturbations. Ceux qui sont responsables de la destruction continue de la planète, qui en profitent et rendent la vie de plus en plus impossible pour tous les êtres vivants sur cette planète, sont clairs et évidents : en premier lieu, l'industrie fossile, les groupes pétroliers et plastiques, les entreprises militaires, les fabricants de produits pharmaceutiques et d'engrais, l'industrie chimique, du béton et de l'acier, les exploitants de mines. Des responsabilités claires, des inimitiés claires. Veut-on faire appel à ces acteurs, agir sur leur conscience, attirer symboliquement l'attention sur leur rôle ? Ou saboter leurs affaires pour mettre un terme à leurs agissements ? Ce sont des questions fondamentales qui doivent être posées et débattues dans les luttes, car d'une part, elles sont le point de départ de la manière dont nous voulons agir (*quantitativement* ou *qualitativement* ?) et, d'autre part, elles indiquent comment nous voulons agir avec les forces autoritaires en général (*coopérer avec les dirigeants et leur appareil de pouvoir, y compris la*

police et la presse, ou les affronter à tous les niveaux).

Se concentrant sur l'idée de porter la proposition du sabotage dans les mouvements sociaux contre la destruction de l'environnement, une initiative nommée « *Switch off ! The system of destruction* » (switchoff.noblogs.org) s'est développée l'an dernier. Dans le cadre de cette proposition, de nombreuses attaques ont eu lieu dans différents endroits, par exemple contre l'industrie du pétrole et du charbon, les géants de l'automobile et leur e-mobilité mensongère, l'industrie spatiale ainsi que les infrastructures extractivistes ou les partis politiques. Une initiative qui tente de porter la proposition de l'attaque directe dans les différentes luttes environnementales et climatiques. Une tentative de diffuser autre chose que l'espoir naïf dans la volonté de réforme des dirigeants. La référence mutuelle un peu artificiellement construite par l'utilisation d'un mot d'ordre commun n'est cependant pas la seule chose que les actions partagent entre elles : elles tentent d'attaquer, de saboter la production destructrice – un « *switch off* » du système destructeur par ses propres mains en somme.

SABOTA-QUOI ?

Toutefois si un sabotage veut frapper un point où l'attaque provoque effectivement des interruptions dans l'activité économique, un minimum de recherches est nécessaire. Parlons maintenant de l'ennemi : l'économie de la destruction de la terre. Un réseau mondial. Certains affirment que la base matérielle de la production touche à sa fin en certains points. L'économie a besoin de la disponibilité permanente de matières premières, de voies commerciales et de main-d'œuvre pour produire des marchandises et les écouler sur les marchés. Dans ce gigantesque réseau économique, tout est parfaitement coordonné. Si certains composants viennent à manquer, cela risque d'avoir un énorme effet domino. Et c'est précisément ce problème qui devient de plus en plus urgent : diverses matières premières se font de plus en plus rares ou les besoins en ces matières sont si importants qu'ils ne peuvent pas être satisfaits. Parallèlement, les voies de transport deviennent plus complexes et plus vulnérables. Les conséquences sont fatales : s'il n'y a pas de terres rares, il n'y a pas de smartphones, il n'y a pas d'applications, il n'y a pas de profit. S'il n'y a pas d'électricité ou de gaz, il n'y a pas de production. S'il n'y a pas de puces électroniques, il n'y a pas de technologie. Ces dangers très concrets hantent des secteurs économiques très différents et font que d'énormes efforts sont déployés pour dévelop-

per de nouvelles infrastructures. A ce niveau, le récit de la crise écologique actuelle est également un énorme moteur économique pour stimuler un énorme changement structurel dans l'économie.

Trois aspects spécifiques sont mis en lumière ci-dessous, dont la fonction incarne à chaque fois une importance capitale pour le système industriel :

-Réseaux énergétiques : l'une des plus grandes restructurations de l'économie « verte » a lieu dans le secteur de l'énergie. Une tâche essentielle pour l'économie allemande est par exemple la production d'hydrogène dans divers pays (Namibie, Arabie saoudite, Chili, Argentine, Afrique du Nord, etc.) et la construction de pipelines d'hydrogène en RFA et en Europe. Outre les pipelines vers le Danemark, la Norvège et la France, il est prévu de construire un réseau de pipelines de 9.700 kilomètres en Allemagne, dont 60 % utiliseront d'anciens gazoducs. L'hydrogène doit remplacer le gaz russe manquant pour la production industrielle. Pour ce faire, de gigantesques usines solaires et éoliennes seront construites dans le Sud pour produire de l'hydrogène qui pourra être transporté et transformé en ammoniac avant d'être à nouveau transformé en Europe.

Les politiciens allemands agissent de manière coloniale lorsqu'ils prétendent qu'il existe des « zones blanches » dans le Sud mondial, dont la destruction et le bétonnage par des milliers d'éoliennes ne dérangerait personne. C'est exactement ce qui se passe dans les ex-colonies allemandes comme la Namibie, un pays où le raccordement à l'électricité est tout sauf habituel. Le fait que le passage du gaz naturel et du pétrole à l'hydrogène ait quelque chose à voir avec la protection du climat s'avère rapidement être un argument fallacieux, car les émissions extrêmes de méthane lors de la combustion de l'hydrogène sont certes « neutres en termes de CO₂ », mais tout sauf « respectueuses du climat ». La « transition énergétique » est un projet économique dirigé par l'État avec des objectifs géopolitiques, militaires et économiques.

Alors que le réseau d'hydrogène se développe, le réseau électrique doit être étendu. En raison de la croissance de l'e-mobilité, il faut aussi disposer en permanence de plus d'électricité. Parallèlement, le réseau européen connaît constamment des fluctuations de tension qui ne peuvent être compensées que par un réseau résilient. En outre, l'Allemagne importe de l'électricité en masse. Un exemple absurde : les entreprises de Stadtwer-

ke München [une des plus grandes sociétés du secteur de l’approvisionnement en énergie d’Allemagne] obtiennent leur électricité écologique oh combien « verte » à partir d’immenses parcs d’éoliennes dans le nord de la Suède, qui se trouvent sur le territoire des autochtones Sami et qui ont effectivement été récemment déclarés illégaux, car elles nuisent à l’élevage de rennes des Sami. Quoi qu’il en soit, le réseau électrique allemand est trop faible pour transporter toute l’électricité éolienne importée du nord lorsque les vents sont favorables. Pour rendre le réseau électrique allemand plus résilient, on met désormais en œuvre un axe nord-sud de 4 gigawatts dont on parle depuis des années, le fameux *SuedLink*, une ligne à haute tension de 700 kilomètres. Celle-ci doit acheminer l’électricité produite par les éoliennes offshore de la mer du Nord vers le sud de l’Allemagne. Ce projet est d’une importance capitale pour la sécurité énergétique de l’économie.

-Les micro-puces : Les micro-puces (semi-conducteurs) sont aujourd’hui nécessaires pour tout : smartphones, ordinateurs, voitures, etc. La plupart de ces micro-puces sont fabriquées à Taiwan. Si la Chine entrait effectivement en guerre avec Taïwan, cela aurait des conséquences fatales pour la production - la crise Covid a démontré la fragilité des chaînes d’approvisionnement mondiales, ce qui a été particulièrement douloureux pour l’industrie automobile allemande. Pour réduire cette dépendance globale, il existe différents projets de l’UE (*Important Project of Common European Interest*), qui subventionnent des projets de développement dans le domaine de la microélectronique et de la technologie de communication « dans toute la chaîne de création de valeur, des matériaux et des outils jusqu’à la conception des puces et aux processus de fabrication » et veulent ainsi permettre que les technologies clés soient étudiées en Europe, fabriquées si possible avec des matières premières européennes (ce qui n’est toutefois encore qu’une théorie) et fabriquées et assemblées ici.

Intel a ainsi annoncé la construction d’une « méga-fab » avec deux usines pour la production de puces électroniques près de Magdebourg. L’importance de cette usine apparaît clairement si l’on tient compte du fait que l’État allemand subventionne sa construction à hauteur de 10 milliards d’euros (provenant cyniquement d’un « fond de protection climatique »). L’objectif explicite est l’indépendance vis-à-vis des chaînes d’approvisionnement internationales. La construction de trois autres usines de puces électroniques est également encouragée selon ce modèle : l’entreprise taïwanaise TSMC s’installe à Dresde (5 milliards de subventions de la

RFA). Infineon construit également une usine de micro-puces à Dresde (1 milliard de subventions) et le groupe américain Wolfspeed construit également une usine de puces à Sarrelouis, en Sarre, avec des subventions de l'État. Les fabricants de puces est-allemands se trouvent tous à proximité stratégique des usines de voitures électriques de Tesla et Porsche.

Le fait que le ministère fédéral de l'économie ait parfois empêché la vente d'entreprises allemandes de puces électroniques à des entreprises chinoises, comme cela a été le cas avec ERS Electronics, montre à quel point les événements économiques sont dirigés par l'État : l'industrie des puces électroniques représente une branche clé de l'ensemble de la production industrielle et n'est donc pas seulement encouragée, mais aussi dirigée et poussée par l'État, comme à l'époque de l'économie de guerre.

-Exploitation minière en eaux profondes : toute la production de haute technologie dépend de la disponibilité de matières premières spécifiques telles que le cuivre, le nickel et les terres rares comme le cobalt. Ces matières premières sont principalement extraites dans le Sud Global (par exemple au Congo) et en Chine dans des conditions très précaires et doivent être transportées par bateau à l'autre bout du monde pour arriver en Europe. De plus, les chaînes d'approvisionnement sont soumises à des dépendances et des complaisances géopolitiques. Ainsi, non seulement une grande partie des terres rares provient de Chine, mais la Chine est également le plus important acteur et exploitant des mines en Afrique. Si les relations se détériorent ou si les routes maritimes sont interrompues, les conséquences seront fatales. Une alternative possible à la dépendance vis-à-vis des terres rares chinoises ou des entreprises chinoises est l'exploitation minière en eaux profondes. Certains pays, comme la Norvège, s'apprêtent à recourir massivement à la méthode extractiviste, qui n'a jamais été testée, et ont ouvert une zone proche du Groenland, d'une superficie équivalente à celle de la Grande-Bretagne, à l'exploitation minière en eau profonde.

L'exploitation minière en eaux profondes consiste à extraire grâce à des robots des nodules de manganèse contenant différentes terres rares à une profondeur de deux ou trois kilomètres sous le niveau de la mer, puis à les « laver » directement sous terre, ce qui est extrêmement toxique. L'absurdité de cette entreprise est la suivante : les profondeurs marines sont les zones les moins explorées de la planète, elles abritent de nombreux organismes et animaux dont personne ne sait rien. La seule certitude que l'on a sur l'exploitation minière en eaux profondes est qu'elle a des conséquences extrêmement destructrices et que 90 % des organismes ont dis-

paru là où elle a été expérimentée. On n'a aucune idée des conséquences de la poussière soulevée, de la radioactivité libérée, des traces laissées par les robots sur les fonds marins et de l'encrassement par les produits chimiques de cet immense terrain sombre, ses habitants et les océans dans leur ensemble. On sait seulement que les conséquences ont une puissance destructrice impossible à évaluer. En ce sens, le système industriel est capable de détruire quelque chose dont il ne sait même pas ce que c'est et ce qui y vit. Et c'est précisément cela, détruire quelque chose sans deviner, et encore moins comprendre, ce que c'est, qui est actuellement en train d'être planifié à une vitesse fulgurante. Les océans sont les poumons de la Terre et l'exploitation minière en eaux profondes aura des conséquences insoupçonnées. Le fait que ce projet soit mis en œuvre à une telle vitesse, alors que les conséquences destructrices sont même dénoncées par certains États, montre l'importance que les terres rares ont pour l'ensemble du système industriel.

RECHERCHE-QUI ?

Les actes de sabotage peuvent être des tentatives d'intensifier une tension sociale et peut-être d'inspirer d'autres personnes à faire de même. Mais les sabotages peuvent aussi être des tentatives de créer une rupture au moins momentanée dans le fonctionnement de cette économie mortifère. Si l'on veut frapper là où ça fait mal, il faut localiser les points où ça fait mal. *Rechercher* ne signifie pas seulement « *enquêter* » et « *chercher* », mais aussi « *explorer* ». Le mot « *recerchier* » en vieux français signifie « *parcourir en cherchant* » ou « *chercher avec soin* ». À la base de ce mot se trouve le latin « *circāre* », qui signifie « *tourner autour de quelque chose, parcourir une zone à la recherche de* ». Il s'agit donc de chercher un peu, d'explorer un peu - de parcourir le terrain de l'ennemi en le cherchant et de tourner autour de la cible - puis de frapper.

Il pourrait être intéressant d'examiner de plus près les trois points mentionnés ci-dessus - les réseaux d'énergie, les usines de microprocesseurs, et les mines, en particulier l'exploitation minière en eaux profondes. Chacun de ces trois domaines représente un secteur clé de l'industrie et de son mégaprojet de « transition énergétique ». Chacun de ces trois domaines représente également un point faible - un sabotage pourrait avoir des conséquences fatales pour l'ensemble de l'économie de destruction de la terre. La période actuelle de mise en œuvre de la « transition énergétique »

pourrait être l'occasion pour que de nombreuses personnes perdent leurs illusions sur le « capitalisme vert » et sur les « énergies renouvelables » et qu'elles deviennent plus hostiles au système industriel en général face aux nouveaux projets d'infrastructures à la destruction permanente de la nature. Ou du moins, ceux qui sont hostiles à ce système industriel destructeur seront d'autant plus déterminés à le paralyser. Peut-être que la multiplication des différentes formes d'action - sabotage, perturbation de masse, petites attaques reproductibles - alimentée par une critique radicale dans les rues et une désillusion croissante à l'égard de la politique peut faire en sorte que la possibilité d'une action directe contre les responsables de la destruction industrielle s'étende. Cette diffusion ne doit pas nécessairement être quantitative, c'est peut-être seulement la conviction qualitative selon laquelle la voie de la libération du système industriel polluant ne passe ni par sa réforme ni par son renouvellement, mais par sa destruction, qui est en train de gagner en force et en soutien. Donc, agir contre l'économie de la destruction industrielle et contre le réseau énergétique qui soutient la destruction de la terre. Contre le gigantesque projet de « transition énergétique », qui ne fait que renouveler, étendre et perpétuer l'infrastructure de la destruction de la terre.

Traduit depuis la version anglaise de Antisistema. Papier pour l'anarchie et le déchaînement des mauvaises passions, n°2, printemps 2024

Toutes et tous en état de guerre

C'est sous la forme d'une douce lueur sur l'écran du smartphone et du « bling » d'une nouvelle information que nous sommes aujourd'hui informés des tueries de masse qui viennent d'avoir lieu. Nous balayons les nouvelles, les images de corps déchiquetés, d'enfants affamés et de personnes cherchant des proches dans les décombres des maisons, et nous nous réjouissons aussitôt des résultats de football et des prévisions météorologiques. Nous lisons le nombre de morts, de millions de personnes qui fuient la mort et qui sont bombardées pendant ce temps, et l'instant d'après, nous pensons à la journée de travail de demain, aux vacances à venir et aux lieux de vacances possibles. La domination nous entraîne dans la dissonance cognitive, à durcir, à émousser, à bloquer et, quoi qu'il arrive, à continuer à fonctionner. Lorsque le meurtre de masse devient un fait divers dans les médias de masse, une normalité, et que nous le balayons d'un revers de main, c'est notre substance d'être humain qui est attaquée au même moment, notre capacité d'empathie, notre sensibilité. Et donc aussi notre capacité à nous indigner et à nous opposer à cette normalité belliqueuse.

* * *

Comme si, durant toutes ces années entre l'effondrement du bloc de l'Est et aujourd'hui, nous étions tombées dans le piège d'un mensonge propagandiste sur la fin de la guerre froide, d'anciens et de nouveaux fronts se forment et se militarisent aujourd'hui dans tous les coins du globe. Comme toujours, l'Occident s'érige en porteur des valeurs de la démocratie et des Lumières, en protecteur de la liberté, des minorités et de la propriété privée. Comme s'il s'agissait de revenir en arrière, à l'époque où l'on déclarait encore la « fin de l'histoire », où l'omnipotence de l'Occident régnait sans être remise en question après 1990 et où il offrait un paradis marchand soi-disant paisible. Aujourd'hui, la rhétorique a changé et l'enjeu est ouvertement désigné : le « Gardien de la Prospérité » (nom de l'opération de l'OTAN en mer Rouge).

Comme dans une course, l'Occident (OTAN et UE) et l'Orient (Russie et Chine) nouent de nouveaux partenariats commerciaux et militaires dans le monde entier : d'un côté, des accords sur l'hydrogène sur trois continents et des exportations d'armement auprès de partenaires (par exemple l'Ara-

bie saoudite), de l'autre, une nouvelle alliance commerciale (BRICS, entre Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Iran, Émirats arabes unis) qui pourrait largement surpasser la puissance des alliances occidentales (G7). L'intermède durant lequel on prétendait vouloir « changer par le commerce » (politique de l'Europe envers la Russie dans les années 2000) est terminé et chaque partie défend manifestement ses intérêts par des moyens militaires. Les exercices de l'OTAN « Steadfast Defender », les plus importants depuis la fin présumée de la guerre froide, ont débutés à la mi-février 2024 pour une durée de quatre mois. L'Allemagne sera l'hôte et la plaque tournante d'un grand exercice aux frontières de la Russie et de la Biélorussie - de la Norvège à la Roumanie, l'OTAN se positionne et s'exerce à réagir aux urgences. Dans le cadre de son propre exercice « Quadriga », la Bundeswehr, l'armée allemande, remet une nouvelle fois sa capacité de transfert de troupes et de matériel à l'épreuve. Le major général Gerald Funke, commandant de la logistique de la Bundeswehr, résume parfaitement la situation : « La logistique ne gagne pas les guerres, mais sans logistique, les guerres sont perdues. »

L'Occident, la France en tête, perd de son influence dans différentes régions du monde, comme en Afrique de l'Ouest et au Soudan, où neuf coups d'État militaires ont eu lieu au cours des trois dernières années, obligeant les pays occidentaux à retirer leurs soldats. Pendant ce temps, Poutine tente de tirer profit de cette nouvelle situation, en utilisant une rhétorique articulée contre le colonialisme occidental au milieu de sa guerre pour l'Ukraine. Un Poutine donc, dont les troupes occupent l'Ukraine et qui prétend en même temps lutter contre un « système néocolonial » qui pille le monde « au nom de la domination du dollar et du diktat technologique », tout en promettant de renforcer un « ordre mondial multipolaire »... et, d'autre part, une OTAN qui se targue toujours de lutter contre le « mal » et de défendre la démocratie, les minorités et les droits de l'Homme.

* * *

Guerre des mots, guerre des opinions, guerre pour les esprits et la suprématie de l'interprétation. Dans un même élan, nous assistons au nettoyage ethnique du Haut-Karabakh, à l'expulsion massive de centaines de milliers d'Afghans du Pakistan vers le régime des talibans, au largage de bombes à sous-munitions (interdites au niveau international) par la Russie et l'Ukraine, à la noyade de plus de 700 réfugiés le 14 juin 2003, repoussés par les garde-côtes grecs. Le souvenir de l'enfermement, de la torture et

de la stérilisation massive des Ouïghours ou de l'épuration ethnique de la minorité musulmane Rohingya au Myanmar (plus de 43 000 morts) s'est estompé dans la frénésie nerveuse.

Et maintenant la tragédie de Gaza. En quelques semaines seulement, plus de morts parmi la population civile que dans la guerre qui dure depuis deux ans en Ukraine. Deux millions de personnes en fuite - et Israël et l'Occident discutent ouvertement d'une répartition forcée de tous les Palestiniens et Palestiniennes qui ont fui vers divers pays européens (ou vers le Congo). Face à cette souffrance si difficile à saisir, certains tentent de dénoncer tout cela avec le mot génocide et de le reprocher sans cesse à l'Occident. Mais les mots ont perdu leur sens et ne peuvent plus choquer. Plus personne n'est choqué, être choqué semble être interdit, il pourrait y avoir des indices d'une appartenance politique et celle-ci pourrait être incorrecte. Comme dans un sketch répété à l'avance, tout le monde sait instantanément ce qui est correct, avec qui il faut être solidaire et brandit une opinion prémâchée. Des opinions qui se résument de plus en plus à des slogans, derrière lesquels il n'y a plus guère d'analyses soumises à la discussion, mais dont l'utilisation indique clairement où l'on se situe : on peut utiliser ces mots, pas ceux-là. On se solidarise avec ces personnes, pas avec celles-ci. Quelle que soit la tournure des événements, on a son opinion, on a sa position fixe au sein de la polarisation. Tout le reste est « incorrect » – comme en temps de pandémie, le discours public n'est plus qu'une hégémonie militarisée de termes de combat. Une population civile dans son ensemble est déclarée « terroriste », une guerre est une « opération défensive » pour se « défendre » et « détruire » ces mêmes « terroristes ». Chaque institution, chaque personne, proclame avec frénésie sa « solidarité » à l'opinion publique. Et ceux qui le font avec les mauvaises personnes sont mis à l'index. Une nouvelle loi punissant l'incitation à la haine contre Israël d'au moins six mois de prison est réclamée, peu avant des perquisitions pour des posts sur les médias sociaux. Il y a deux ans, il fallait emprisonner « les négationnistes du Covid », c'est-à-dire ceux qui remettaient en question l'existence (ou la dangerosité) du virus, et maintenant « les antisémites » qui remettent en question le droit à l'existence (ou à la guerre) d'Israël. Une fois de plus, on nous vend l'ignorance comme une force et la guerre comme la paix. Cette fois-ci, la répression semble encore plus féroce contre ceux qui, malgré tout, descendent dans la rue alors que leurs familles ou celles de leurs amies sont bombardées. Car cette fois-ci, ce ne sont pas des Blancs qui occupent majoritairement les rues en protestation contre le génocide, mais des « barbares », tous « antisémites », qu'il faut tous expulser. Et

nous assistons ainsi à une nouvelle monstruosité : ceux qui gèrent l'État allemand, son industrie militaire et ses lignes de train, qui ont permis le génocide le plus abominable de l'époque moderne, expliquent maintenant au monde ce qu'est l'antisémitisme et traitent d'antisémites tous ceux qui prononcent le mot génocide et veulent même les expulser du pays.

* * *

Les mots sont clairs : on exige de l'Allemagne qu'elle soutienne Israël, quelles que soient les actions militaires qu'elle entreprend. Qu'ils soient orthodoxes, laïcs ou séfarades, on ne connaît plus que des Israéliens en Israël et ceux-ci sont désormais en guerre. Tout un pays dans la mobilisation. Une militarisation aussi à l'intérieur. Un pays en guerre n'admet pas de contradictions. Des drones pilotés par l'IA lancent des attaques, des systèmes d'armes automatiques et intelligents sèment partout la mort, des attaques aériennes en Irak, en Syrie, en Iran, au Liban et à Gaza, complètement détruite. Gaza doit être rasée, dit-on littéralement. Les États-Unis entrent en guerre contre les Houthis au Yémen et la prochaine tragédie s'annonce déjà dans un pays où 22 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Pendant ce temps, en Russie et en Ukraine, ce sont principalement les femmes qui protestent contre les congés de guerre des hommes. Le nombre de déserteurs russes (environ 820 000 à 920 000) ne cesse d'augmenter. Ils fuient à l'étranger (Kazakhstan, Serbie, Turquie, Arménie), où leur séjour devient une question de fric, car les perspectives d'asile en Europe sont faibles. Mais aussi en Ukraine, ils sont nombreux à s'être soustraits au service militaire : 175 000 hommes en âge de servir dans l'armée ont déjà fui le pays, se rendant principalement dans l'UE. L'Ukraine mène plus de 5 000 procédures pénales pour désertion, 8 000 procédures pour franchissement illégal de la frontière et 3 000 autres personnes ont été arrêtées par des gardes-frontières ukrainiens après avoir présenté de faux papiers. En outre, en 2022, au moins 15 personnes ont perdu la vie en tentant de franchir illégalement la frontière roumaine. L'appareil militaire ukrainien a besoin de nouvelle chair à canon et l'Allemagne envisage de « rapatrier » les Ukrainiens qui refusent les offres d'emploi. Dans le même temps, l'Ukraine envisage de rendre le service militaire obligatoire uniquement pour les pauvres, afin que les riches puissent acheter leur liberté de manière très officielle (et non plus « sous le manteau »). Le monde est un bain de sang, un bain de sang des pauvres et des exploités. L'Occident tente de tenir ce carnage à l'écart, de l'externaliser et de le dis-

simuler, mais il se rapproche de plus en plus : l'Allemagne doit désormais devenir « apte à la guerre », un « changement d'époque » est à l'ordre du jour et la réintroduction du service militaire est envisagée, selon le ministre allemand de la guerre. La publicité militaire tente encore de nous attirer volontairement dans la profession de soldat, l'uniforme d'assassin est promu avec le hashtag #save, mais bientôt ce volontariat sera également terminé. Depuis le Covid au moins, la guerre s'immisce dans les discours, le vocabulaire, le langage, et bientôt elle envahira aussi nos jardins sécurisés, non seulement en proposant à la jeunesse, mais en l'obligeant (cette fois-ci tous sexes confondus ?) à se transformer en chair à canon. Il n'est alors pas improbable que l'on verra brûler, comme en Russie, quelques bureaux de recrutement. Depuis l'invasion de l'Ukraine, les médias russes ont recensé 220 incendies criminels visant des bureaux de recrutement.

* * *

Déjà-vu : partout, les gauchistes parlent d'anti-impérialisme et des soi-disant anarchistes brandissent la définition de l'impérialisme empruntée à Lénine. Les drapeaux nationaux ont été ressortis de la naphtaline, les « fronts de libération du peuple » sont à nouveau en vogue et la « guerre populaire » s'appelle désormais « lutte de libération nationale ».

Nous observons comment, avec la vieille logique anti-impérialiste, les petits États ou les États qui ne le sont pas encore et leurs partis sont soutenus inconditionnellement avec l'appui du discours anti-colonial. On discute en termes d'identités, d'identités collectives, et en tant que membre de cette catégorie, on ne peut pas dire ou critiquer telle ou telle chose. Les ennemis de nos ennemis deviennent soudain nos amis, ou du moins des alliés nécessaires, et l'attrait de la résistance armée permet de légitimer ce genre de partenariat douteux. L'essentiel est de s'opposer à l'Occident, de quel côté on se place, cela n'a pas d'importance. On nous dit que ce n'est pas le moment de critiquer et les attitudes hostiles envers les groupes autoritaires s'estompent. On prétend qu'il faut d'abord avoir son propre État et qu'ensuite on peut continuer à parler. Comme dans un miroir du racisme, la critique est qualifiée de raciste et un racisme inversé est évoqué de manière tout à fait rationnelle et historiquement fondée, qui explique le massacre de la population civile comme étant pour le moins logique. La souffrance des uns est utilisée comme modèle d'explication pour expliquer pourquoi ils commettent à leur tour des massacres. Et c'est ainsi que nous voyons la

logique de la guerre d'État, des dommages collatéraux, de la pensée ethnique d'une culture, d'un peuple, d'un État, ainsi que les compromis avec et les concessions aux structures profondément autoritaires, réactionnaires et para-étatiques prendre de l'ampleur.

Nous maintenons que l'on ne combat pas la logique militariste de la guerre et des dommages collatéraux en se l'appropriant. On ne surmonte pas les structures autoritaires et patriarcales en les tolérant ou en les enjolivant. Et un État ne peut jamais être libérateur. L'impérialisme global est le capitalisme, l'économie de tous les côtés qui veut tout pénétrer et tout exploiter. Le colonialisme occidental est présent dans l'ensemble de la culture industrielle, qui veut soumettre la nature et tous les « sauvages ». Chaque État est une puissance d'occupation, exproprie sa population, militarise le territoire et étend continuellement son contrôle.

Le moment de généralisation de la révolte survient lorsque la question n'est pas discutée en fonction de « pour » ceci, « pour » cela, en fonction de la domination de soi et de l'étranger, mais en fonction de la question de l'oppression et de l'exploitation, quelle que soit la langue parlée par les exploités et leur culture. Là où des soldats désertent, là où des révoltes sociales éclatent contre tous les dominants, là où la résistance n'est pas dominée par des groupes autoritaires.

Il y a plus d'un demi-siècle, le philosophe Günther Anders a inventé le concept d'aveuglement face à l'apocalypse. Ce terme est issu des réflexions d'Anders sur la course à l'armement nucléaire des superpuissances pendant la guerre dite froide.

La destruction de l'avenir inhérente aux armes nucléaires ne représentait pas et ne représente pas seulement une menace et un danger potentiels - non, les armes nucléaires ne constituent pas une menace éventuelle, la destruction de l'avenir causée par les armes nucléaires est tout aussi réelle et déjà existante que les milliers d'ogives nucléaires prêtes à être lancées. L'apocalypse serait donc déjà une réalité, et non un événement qui se produirait éventuellement dans le futur, car les moyens de faire exploser et d'irradier l'humanité des dizaines de fois existeraient déjà, on ne pourrait pas revenir sur la manière de les fabriquer, et un tas d'États et d'alliances militaires auraient donc la possibilité d'anéantir la Terre et l'avenir à tout moment - ce qui est une menace permanente. Cette situation est déjà apocalyptique en soi et ne pas vouloir la voir, l'entendre ou la qualifier ainsi est

un aveuglement, selon Anders. Se détourner de cet aveuglement signifierait prendre ses responsabilités. La responsabilité de mettre un terme aux agissements de ceux qui menacent notre vie et celle des générations futures. Menacer de mort ceux qui nous menacent en permanence d'un meurtre de masse. Prendre conscience du présent de l'apocalypse signifie devoir agir.

Cette possibilité d'une guerre nucléaire mondiale et de l'anéantissement de l'humanité et de l'avenir qui en découle existe aujourd'hui comme hier. On pourrait peut-être dire plus que jamais, car les conflits militaires se succèdent, les épurations ethniques, les attentats-suicides, les génocides, les exécutions ciblées par drones, les bombardements de masse et la course à l'armement, la militarisation, les menaces mutuelles sont une réalité mondiale. Nous avons peut-être sous-estimé la toute-puissance du nationalisme, qui transforme les individus en soldats obéissants et en exécutants aveugles. Alors que les anarchistes assistent, mi-effrayés, mi-paralysés, à l'escalade mondiale des conflits militaires et discutent de la solidarité douteuse avec tel ou tel groupe, nous devons admettre que ces discussions n'ont souvent aucune influence et encore moins de conséquences existentielles sur notre réalité. L'économie capitaliste en perte de vitesse se remet en marche grâce au moteur économique de la guerre et, tandis que la guerre fait rage ici et là, les caisses sonnent dans la zone de paix. La guerre et la paix sont les deux parties d'une même médaille, la paix capitaliste a besoin de la guerre, tout comme la guerre a besoin de la production sans faille de matériel de guerre.

Par ici, l'éventualité d'une troisième guerre mondiale est discutée autour de la table de la cuisine. De manière encore abstraite, peut-être timide, mais récurrente. Que se passerait-il si la Chine envahissait Taïwan ? Les États-Unis le Yémen ? Si l'Ukraine rejoint l'UE comme prévu - ou si les États-Unis changent de gouvernement et cessent de livrer des armes à Kiev ? Peut-être ce ne sont que des spéculations géopolitiques abstraites ?

Il y a toutefois quelques autres choses qui ne sont pas abstraites, ce sont des questions très concrètes et solides entre compagnons et compagnonnes, et nous ne devrions pas les oublier : la répression militariste à l'intérieur lorsqu'un pays entre activement en guerre. L'importance de l'action de l'État contre l'ennemi intérieur. La fragilité des lignes de ravitaillement vers le front. L'utilisation militaire des infrastructures civiles de transport et d'énergie. Des choses très concrètes sur lesquelles on peut

s'interroger. Mais ce sont peut-être des choses dont on ne discute pas à la table de la cuisine, mais pendant une promenade rafraîchissante.

Paru dans Antisistema. Papier pour l'anarchie et le déchaînement des mauvaises passions, n°2, printemps 2024. Traduit et publié dans La Houle. Débattre & combattre, n°1

Edito
p. 5

Une lutte déterminée contre la destruction industrielle de la terre
p. 7

Lier la question révolutionnaire et la question écologique
p. 12

Dans un étau : le chantage du pouvoir
p. 18

Mégaprojet, « transition énergétique » : localiser les points faible
p. 23

Toutes et tous en état de guerre
p. 30

